



# PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne Franche-Comté

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 64 DU 18 JANVIER 2022

Société L. MAGGIONI SA  
COMMUNE DE GENLIS

LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

- **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, R. 181-45, R. 181-46 ;
- **Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 autorisant la société Établissements L. MAGGIONI SA à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Genlis ;
- **Vu** le schéma départemental des carrières de la Côte d'Or approuvé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2000 et modifié par arrêté préfectoral du 21 novembre 2005 ;
- **Vu** l'arrêté du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- **Vu** le rapport de la tierce expertise en date du 12 juillet 2011 proposant des adaptations des mesures de rétablissement des écoulements des eaux souterraines et superficielles ;
- **Vu** le dossier en date du 12 mai 2015 par lequel la société L. MAGGIONI porte à la connaissance du préfet diverses modifications des conditions d'exploitation de la carrière de Genlis, et notamment la réduction de la durée d'exploitation, la modification des phasages d'exploitation et de remblaiement ;
- **Vu** le dossier reçu le 22 janvier 2021 par lequel la société L. MAGGIONI porte à la connaissance du préfet diverses modifications des conditions d'exploitation de la carrière de Genlis, et notamment la réduction de la durée d'extraction, la modification des phasages d'exploitation et de remblaiement, modifié le 3 novembre 2021 ;
- **Vu** le dossier en date du 22 avril 2021 par lequel la société L. MAGGIONI porte à la connaissance du préfet la modification du suivi piézométrique de la carrière de Genlis ;
- **Vu** le procès-verbal de récolement partiel de la carrière en date du 20 décembre 2019 ;

- **Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 17 décembre 2021 ;
- **Vu** le projet d'arrêté porté le 28 décembre 2021 à la connaissance du demandeur ;
- **Vu** les observations présentées sur ce projet par la société L. MAGGIONI sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le gisement présente une qualité moindre que celle évaluée dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter ;

**CONSIDÉRANT** que le diagnostic archéologique, réalisé le 14 septembre 2012, a mis en évidence la présence de vestiges d'occupations anciennes dans la partie orientale de l'emprise, que l'exploitant ne souhaite pas financer les travaux et a donc décidé de modifier le périmètre d'extraction pour préserver les zones archéologiques ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne souhaite plus déplacer la ligne électrique traversant le site dans l'axe nord – sud de la carrière, et qu'il a décidé de conserver une bande de terrain non extraite de 10 m de part et d'autre de la ligne électrique ;

**CONSIDÉRANT** au vu de ces éléments que le gisement restant à exploiter est moindre que prévu, que la durée d'exploitation nécessaire estimée par l'exploitant est jusqu'en 2025, et l'échéance de remise en état est évaluée à 2027 par l'exploitant, que les phasages d'exploitation et de remblaiement, ainsi que les garanties financières, doivent donc être révisés ;

**CONSIDÉRANT** que le tracé du fossé enherbé préconisé par la tierce expertise du 12 juillet 2011 susvisé doit être modifié afin d'éviter les zones identifiées par le diagnostic archéologique susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant propose de remplacer la haie paysagère prévue le long de la RD109j par un merlon paysager ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant propose de modifier l'implantation des piézomètres de suivi des eaux souterraines afin de l'adapter suite à la remise en état d'une partie de la carrière constatée par le procès-verbal du 20 décembre 2019 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications envisagées sur les installations ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** toutefois qu'il convient de définir des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La société L. MAGGIONI SA dont le siège social est situé à La Lisière – 21 560 Bressey-sur-Tille, SIREN 429 844 095, qui est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Genlis, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

## Article 2 : Nature des installations

Les dispositions du chapitre 1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie autorisée : 20 ha 60 a 00 ca	Autorisation

### Article 1.2.2 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (cf plan en annexe 1) :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle n°	Surface autorisée
GENLIS	Le Joannot	ZD	51 pour partie	7 ha 25 a 84 ca
	Le Petit Bois		93 (ex-54)	7 ha 66 a 95 ca
			9	5 ha 67 a 21 ca
Total				20 ha 60 a 00 ca

L'emprise de l'autorisation couvre une surface de 20 ha 60 a. La surface autorisée inclut les zones de protection définies au chapitre 1.5, elle correspond à la surface à remettre en état.

### Article 1.2.3 - Phasages

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 2 phases principales successives (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant :

Phase	Année	Surfaces mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume d'alluvions extraits (m <sup>3</sup> )	Quantité d'alluvions extraits (tonnes)
2	2022	16 750	33 500	60 300
	2023	16 350	32 700	58 900
	2024	16 050	32100	57 800
3	2025	13 600	27 200	48 900
	2026	Finalisation de la remise en état		
	2027			
Total		62 750	125 500	225 900

Les travaux de remise en état sont coordonnés à l'exploitation. »

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

## Article 3 : Capacité de production et durée de l'autorisation

Les dispositions du chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 16 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (cf. article 1.7.5). L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 24 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter a été déposée conformément aux dispositions de l'article R. 181-49 du code de l'environnement.

#### Article 1.4.2 - Capacité de production

Le tonnage total de matériaux restant à extraire est de 225 900 tonnes sur la base d'une densité de 1,8.

La production brute maximale annuelle de matériaux extraits tient compte de celle autorisée pour le site de TRECLUN et des objectifs du schéma départemental des carrières de Côte d'Or qui prévoit une diminution annuelle de la production d'au moins 2% par an.

Le maximum de cette production atteint ainsi 60 300 t/an en 2022 et concerne en totalité du sable graveleux.

L'évolution de la quantité maximale de matériaux valorisables extraits sur le site de Genlis est présentée dans le tableau ci-dessous. S'agissant de matériaux alluvionnaires, la production du site de Genlis suit une décroissance annuelle de 2 %.

La production brute maximale annuelle de matériaux extraits se répartie de la manière suivante :

Années	Carrière de Tréclun (t)	Carrière de Genlis (t)	Production totale (t)
2022	55 100	60 300	115 400
2023	54 100	58 900	113 000
2024	53 000	57 800	110 800
2025	51 900	48 900	100 800

Seuls des résultats de substitution en roches massives supérieurs aux 2 % minimum permettront de répartir l'exploitation sur la durée autorisée. »

#### **Article 4 : Périmètre d'éloignement**

Les dispositions relatives au déplacement de la ligne électrique HTA aérienne – ERDF, partie alimentant la ferme du Joannot de l'article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont abrogés.

#### **Article 5 : Garanties financières**

Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 2 (2020 - 2024)	237 396
Phase 3 (2025 - jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet)	162 119

Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 116,1 correspondant au mois d'août de l'année 2021.

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5. »

#### **Article 6 : Piézomètres**

L'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 4 du présent arrêté.

#### **Article 7 : Conduite de l'exploitation**

Les dispositions de l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

##### **« Article 2.2.3.2 - Épaisseur d'extraction »**

L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 4,2 m et sur une épaisseur moyenne de 2 m.

L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, au regard des données géologiques établies au dossier. Un contrôle bathymétrique est réalisé annuellement.

En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé. »

Les dispositions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Les délaissés réglementaires sont enherbés pendant toute la durée de l'exploitation.

Un merlon paysager provisoire est mis en place dans le délaissé réglementaire de 10 m le long de la RD109J afin d'assurer l'intégration paysagère des installations et assurer la sécurité des usagers de la route pendant la phase d'extraction de la zone longeant la RD109j. Un merlon paysager provisoire est également mis en place dans le délaissé réglementaire de 10 m situé entre les parcelles 92 et 93 de la section ZD.

Aucune plantation d'arbres engageant la sécurité et la fiabilité des lignes électriques n'est autorisée. »

#### **Article 8 : Remise en état du site**

Les dispositions du premier alinéa de l'article 2.5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Le remblaiement ne peut avoir lieu que sur les parcelles et dans les conditions prévues dans la demande d'exploiter déposée par le pétitionnaire, la tierce expertise réalisée dans le cadre de cette demande et le dossier de porter à connaissance des modifications du 22 janvier 2021 modifié le 3 novembre 2021 susvisé. Le plan de phasage pour le remblaiement figure à l'annexe 3 du présent arrêté. »

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

Les dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2.5.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Les mesures compensatoires sont celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété, adaptées par la tierce expertise hydrogéologique ANTEA référencée N°62652/A de juillet 2011, et modifiées par le dossier du 22 janvier 2021 modifié le 3 novembre 2021 susvisé. »

Les dispositions du 9<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2.5.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

- « La restauration des ruisseaux et fossés existant sur la carte IGN de 1962 dans leur géométrie initiale, sauf pour le fossé de la partie orientale de la carrière dont la géométrie est adaptée afin d'éviter les vestiges archéologiques. La géométrie initiale de ces fossés et cours d'eau est déterminée par observation au moment du décapage de la terre de découverte (largeur, cote du fond, profil des berges). »

L'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 5 du présent arrêté.

#### **Article 9 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

Les dispositions de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible Point LIM : "Limite d'autorisation"	63,5 dB(A)	Le travail de nuit est interdit

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée ainsi que le point LIM sont définis sur le plan annexé au présent arrêté (cf. Annexe 7). »

L'annexe 7 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 6 du présent arrêté.

#### **Article 10 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société MAGGIONI.

#### **Article 11 : Voies et délais de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 12 : Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de Genlis sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu' :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or),
- à la directrice départementale des territoires,
- au délégué territorial de l'agence régionale de la santé.

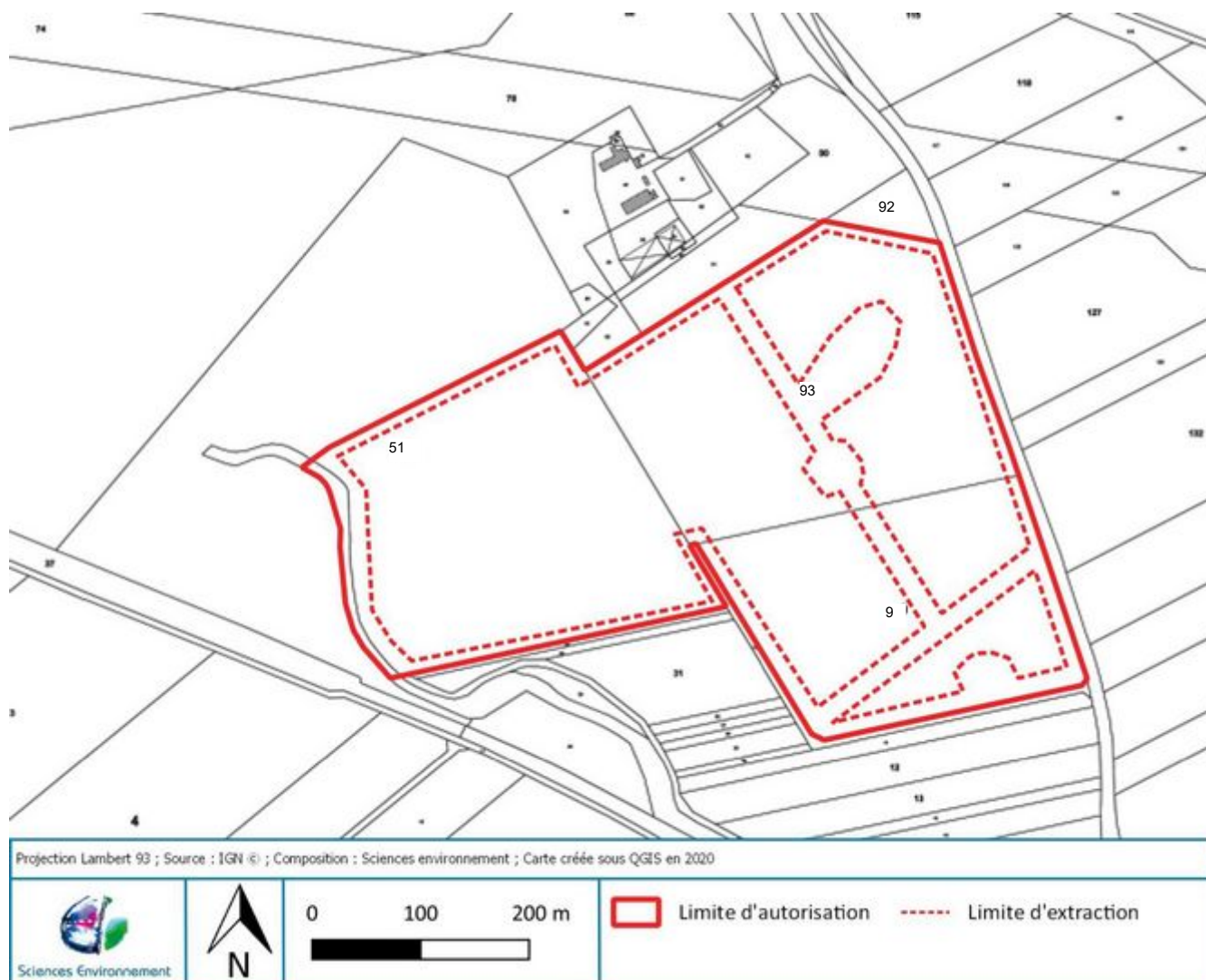
Fait à DIJON, le 18 janvier 2022

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,

*SIGNE*

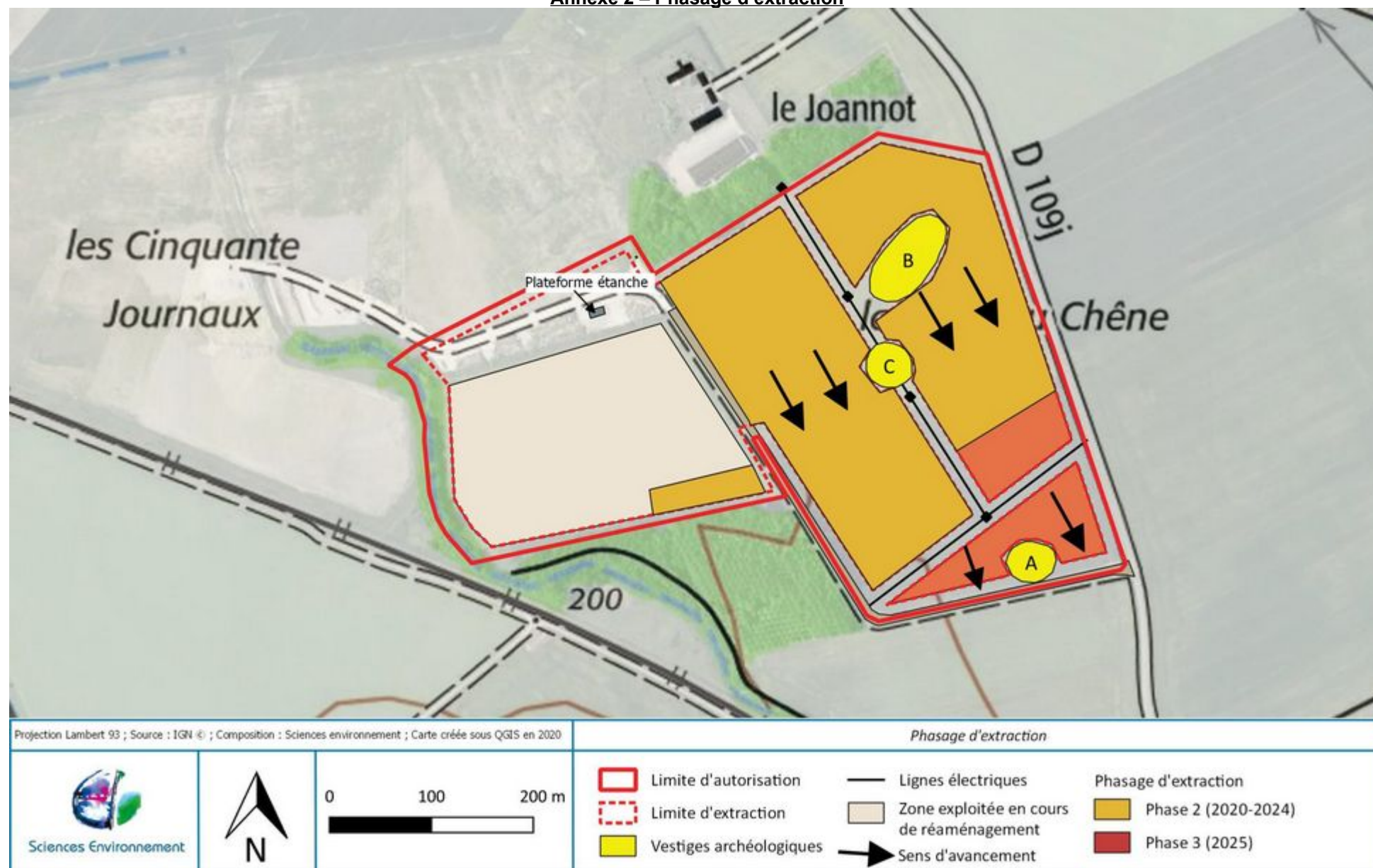
Christophe MAROT

## Annexe 1 – Plan parcellaire

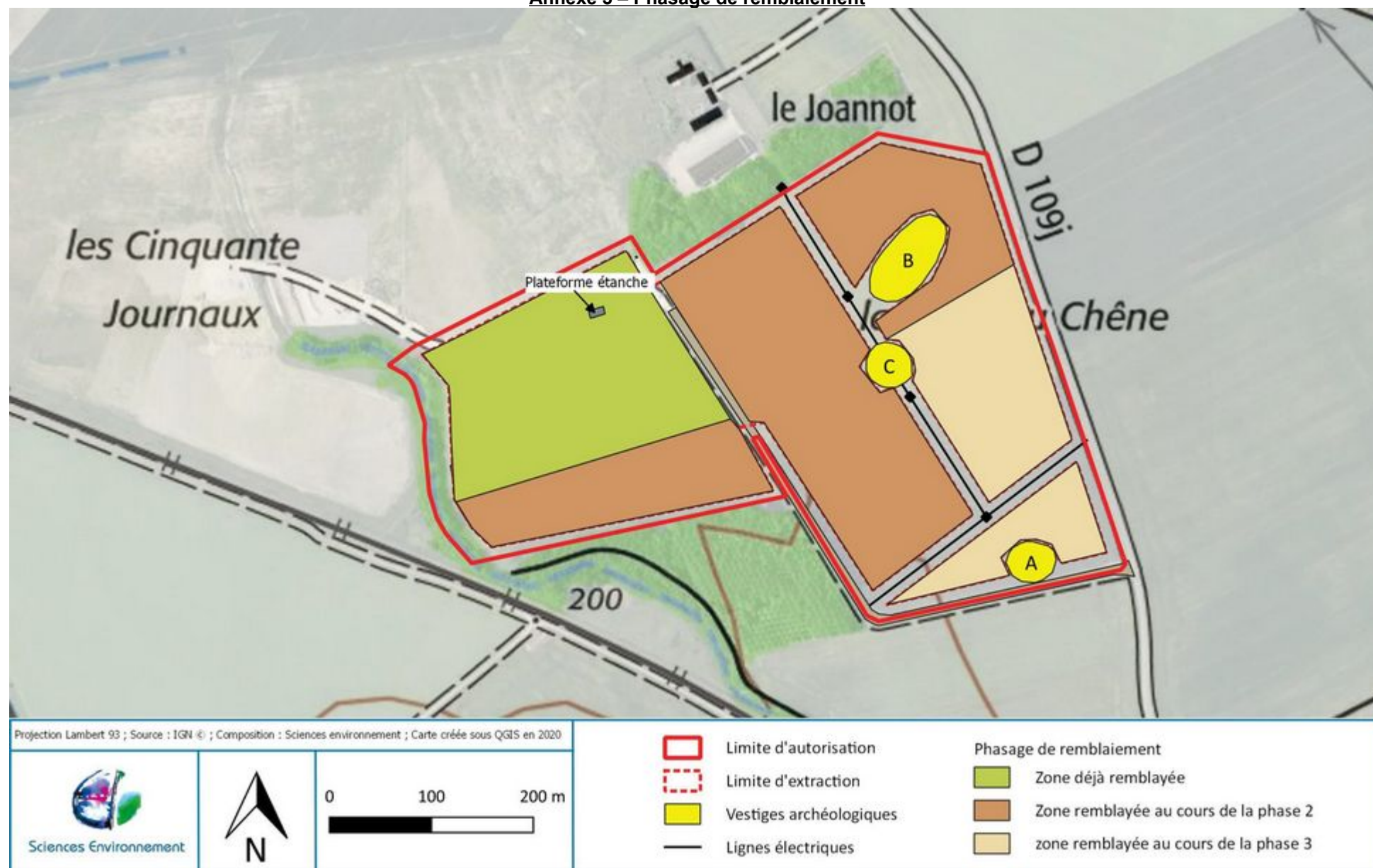




## Annexe 2 – Phasage d'extraction

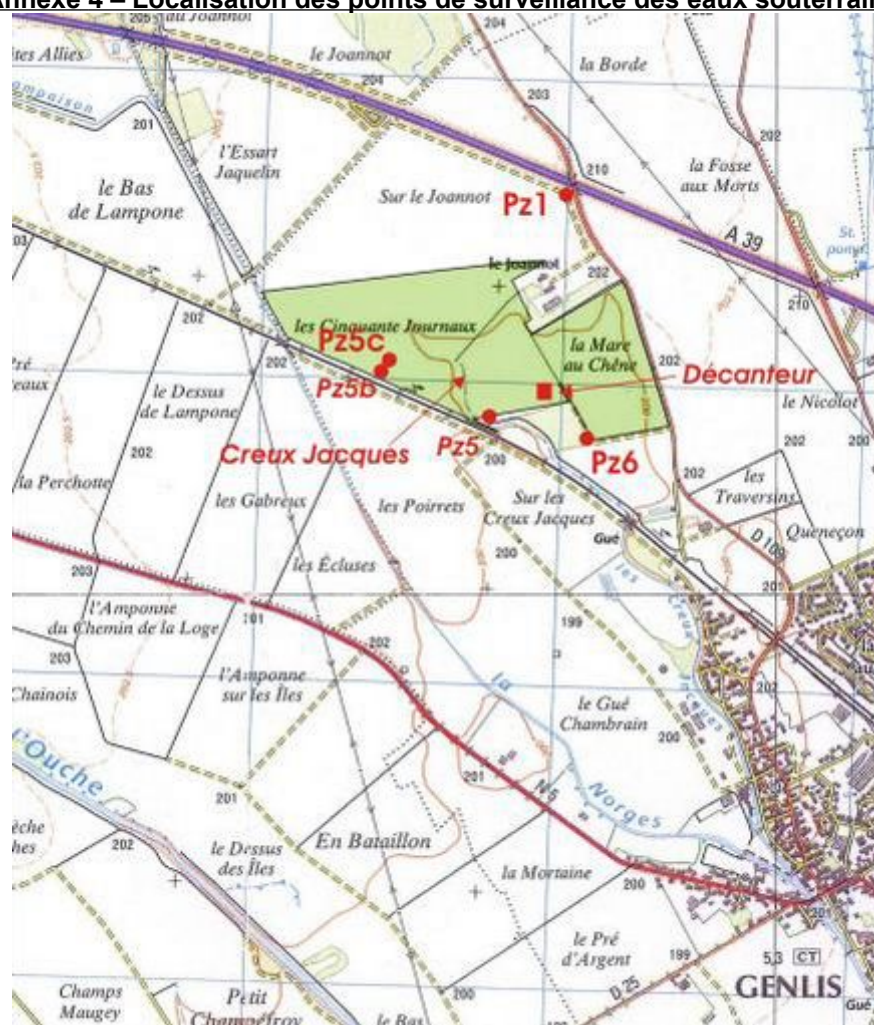


### Annexe 3 – Phasage de remblaiement

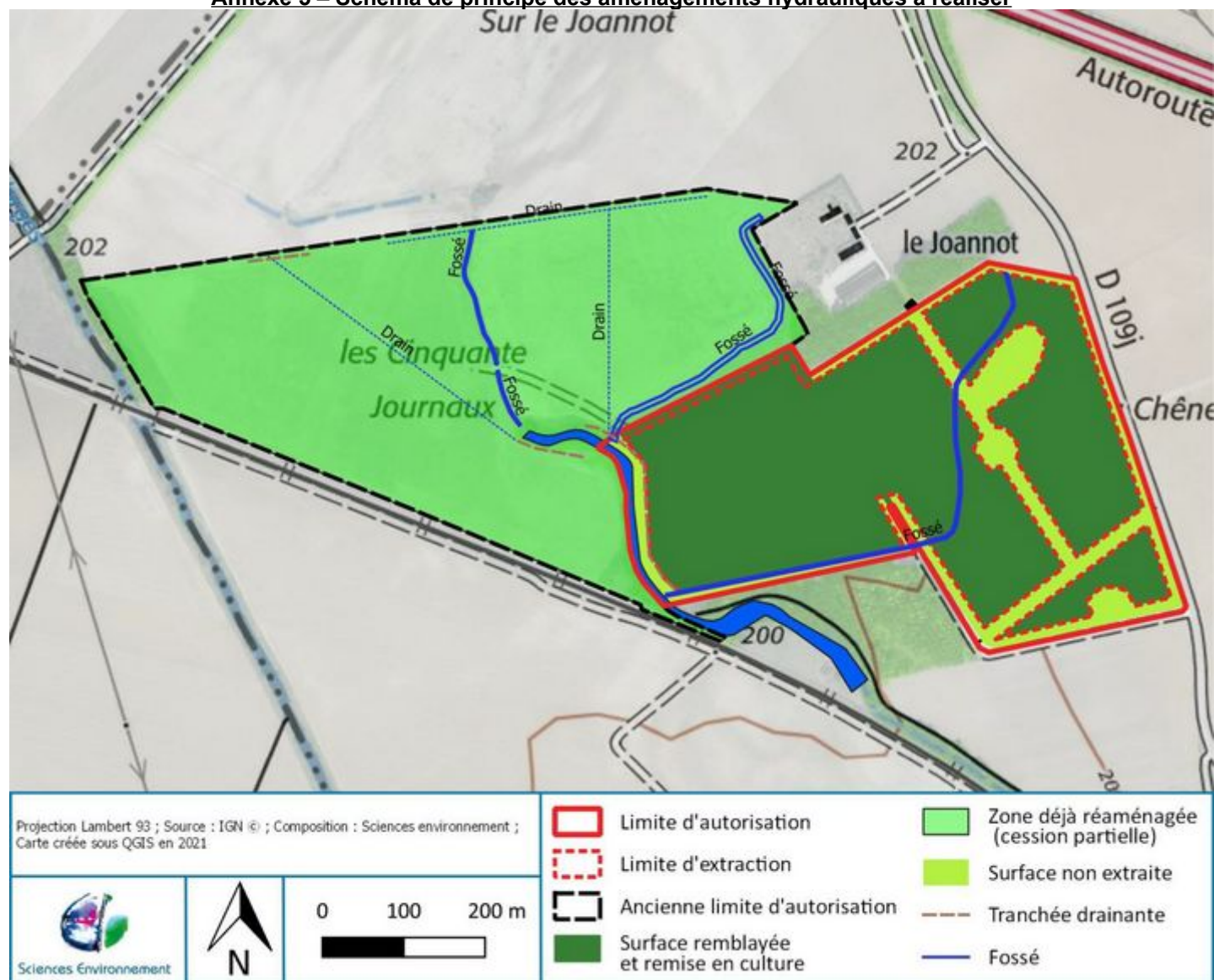




#### Annexe 4 – Localisation des points de surveillance des eaux souterraines



# Annexe 5 – Schéma de principe des aménagements hydrauliques à réaliser



## Annexe 6 – Localisation des points de surveillance des niveaux sonores

